B I M

BULLETIN d'INFORMATION MISSIONNAIRE

NOTE N° 123 OCTOBRE 1982

CIDAC Centro de Do... TL4056

TIMOR ORIENTAL : Génocides au pluriel.

La moitié occidentale de l'île de Timor, longtemps colonie hollandaise, revient à l'Indonésie lorsque celle-ci accéda à l'indépendance en 1945.
Quant au Timor-Oriental, il restait colonie portugaise. Après la révolution portugaise de 1974, plusieurs partis politiques émergent entre autres l'UDT et le FRETILIN. En août 1975, l'UDT tente un coup de force, ce qui provoque une courte guerre civile qui fait 3.000 victimes. En septembre 1975, le FRETILIN sort vainqueur de cette lutte intestine et le pays est alors largement ouvert aux observateurs étrangers. L'indépendance est proclamée le 28 novembre 1975.
Le 9 décembre 1975, l'Indonésie lance ses troupes à l'assaut du pays et prend Dili, la capitale.
Depuis lors, "*l'ordre indonésien*" règne sans partage. Génocides (au pluriel) convient à caractériser cet "*ordre indonésien*".

Située à l'extrêmité sud-est des petites îles de la Sonde et au Nord de l'Australie, l'ile de Timor est partagée au 17ème siècle entre les Hollandais (Timor-occidental, 13.455 km2) et les Portugais (Timor-Oriental, 18.989 km2). L'ile de Timor est montagneuse, le mont Ramelau culminant à 2.960 mètres. Bien que le sous-sol recèle du cuivre et probablement du pétrole, ces richesses n'ont pas encore été exploitées. Jusqu'en 1975, la culture principale reste le café (80 % des exportations). La population, bien qu'ayant un niveau de vie très bas, ne souffrait pas de la faim grâce aux cultures vivrières et à l'élevage.

DIRECTION DU BUREAU D'INFORMATION MISSIONNAIRE
5, RUE MONSIEUR - 75007 PARIS • ☎ 783.67.95 • C.C.P. BIM PARIS 5875 19 N

La population de Timor-Oriental (680.000 habitants en 1975), constituée d'un ensemble de groupes ethniques très diversifiés, est en majorité animiste, les catholiques étant au nombre de 200.000 et les protestants de 2.400. Cette marque chrétienne est due à une présence portugaise remontant à plus de 400 ans. Au contraire, en Indonésie comme à Timor-Occidental, la présence de l'Islam est nettement prédominante.

Un peu d'histoire

Les Portugais abordent les petites iles de la Sonde vers 1520.
L'histoire de Timor-Oriental est parsemée de luttes qui montrent le dynamisme d'une société en révolte constante contre le colonialisme qui la subjugue.
Les gouvernements portugais montrèrent toujours très peu d'intérêt pour cette colonie lointaine et ne firent aucun effort pour favoriser son développement. EN 1951, Timor-Oriental est proclamé *"province d'outre-mer"* et, en 1953, la nationalité portugaise est reconnue à tous les habitants originaires du territoire. En 1972, la *"province"* devient *"région autonome"* avec une Assemblée législative élue. Mais, en raison du caractère dictatorial du régime portugais, ce droit est essentiellement théorique.
A partir de 1961, le Portugal a des problèmes en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique, où surgissent des mouvements favorables à l'indépendance. Il ne se préoccupe pas de Timor, que personne ne revendique.

Le 25 avril 1974 met fin au régime fasciste au Portugal et aux guerres coloniales. C'est l'année où se forment trois partis politiques : l'Union Démocratique Timoraise(UDT) dont les dirigeants sont des fonctionnaires ou des propriétaires favorables au maintien de liens avec le Portugal sous forme de fédération ; le FRETILIN (Front pour l'indépendance de Timor-Oriental) et l'Association Populaire Démocratique Timoraise (APODETI) qui veut associer Timor-Oriental à l'Indonésie comme province autonome.

L'APODETI n'a que très peu de partisans. Le FRETILIN veut l'indépendance totale, la fin de la discrimination raciale. IL lance des campagnes d'alphabétisation, d'enseignement des techniques agricoles de base, etc... En février 1975, un observateur australien notait que *"60% de la population est favorable au FRETILIN et que cette influence continue à augmenter"*.

Le 11 août 1975, l'UDT essaye de prendre le contrôle militaire du territoire et exige du gouvernement portugais l'arrestation des dirigeants du FRETILIN. Les militaires timorais abandonnent les casernes et adhèrent en majorité au FRETILIN. La lutte est brève et le consul australien J. Dunn affirme qu'en septembre le FRETILIN contrôle tout le territoire.

En novembre 1975, le ministre indonésien A. Malik reconnait encore à Rome que *"Le Portugal est l'autorité légitime de ce territoire"*, mais en même temps l'Indonésie appuie l'UDT et l'APODETI qui, à partir de la partie occidentale (indonésienne) de l'ile, provoquent des incidents sur la frontière. Le 28 Novembre, le FRETILIN proclame l'indépendance ; l'UDT et l'APODETI l'intégration dans l'Indonésie. Le Portugal rejette les deux proclamations mais l'Indonésie appuie l'intégration.

Invasion et génocide

L'Indonésie envahit Timor-Oriental le 7 décembre 1975. Un prêtre catholique décrit les moyens militaires employés *:"du 7 février 1975 à février 1976 séjournent dans le port de Dili 23 navires de guerre qui bombardent les collines qui entourent Dili (la capitale) 24 heures sur 24"*. Il parle en outre d'hélicoptères (8 à 12), d'avions (4), de tanks innombrables et d'environ 50.000 soldats...

Entre beaucoup d'autres crimes, des témoins affirment qu'environ 500 hommes et femmes furent emmenés sur le quai les deux premiers jours de l'invasion et abattus un par un *"Les victimes devaient se placer au bout du quai de façon que les corps tombent dans l'eau"*.

Le Portugal rompt les relations diplomatiques avec l'Indonésie. L'ONU exige le retrait des envahisseurs et réaffirme le droit du peuple de Timor à l'auto-détermination, sans résultat.

En juillet 1976, le parlement indonésien décide l'annexation de Timor-Oriental.

Timor-Oriental est isolé du monde. Une grande partie de la population a fui dans les montagnes, où elle s'organise sous la protection du FRETILIN. Le Père Leoneto do Rego, missionnaire portugais qui y a passé près de trois ans avant de demander son rapatriement pour raisons de santé, dit que durant les deux premières années, la situation était soutenable parce que la population résistait avec succès.

Début 1977, A. Malik déclare cyniquement *:"Nous avons déjà tué 60 ou 80.000 timorais, mais nous en avons libéré 600.000"*.

Un prêtre écrit, en novembre 1977 *: "A partir de décembre dernier, la guerre s'est intensifiée. Les avions n'arrêtent pas durant la journée. Il y a des centaines d'êtres humains qui meurent chaque jour... La guerre va entrer dans sa troisième année et il ne semble pas qu'elle finira de si tôt"*.

Selon le Père Leoneto do Rego, la situation empire lorsque les Indonésiens commencent à détruire systématiquement les cultures dans les régions montagneuses. La faim devient alors l'ennemi principal des timorais.

Pendant trois ans (1976-1979), le monde ignore pratiquement ce qui se passe au Timor-Oriental. Personne, pas même la Croix Rouge Internationale, n'a l'autorisation des Indonésiens pour entrer dans le territoire. Le propre représentant de Kurt Waldheim, chargé de l'enquête décidée par le Conseil de Sécurité, n'est pas autorisé par les Indonésiens à visiter les zones contrôlées par le FRETILIN.

On sait que l'Indonésie rencontra une résistance qu'elle n'attendait pas. Le géant, avec ses 140 millions d'habitants et une puissante armée, n'a pas réussi à soumettre les 700.000 timorais qui ne disposent que de quelques armes archaïques.

En septembre 1978, un groupe de journalistes et diplomates soigneusement choisis visitent Timor-Oriental sur invitation du gouvernement indonésien. Bien qu'il s'agisse d'une *"visite guidée"*, l'ambassadeur du Canada déclare aux reporters que les personnes qu'il a vues dans le village de Remexio *"se trouvent dans une situation déplorable. Dans de nombreux cas, elles sont en train de mourir de faim, désespérément malades, nécessitant une aide immédiate (alimentation, vêtements et assistance médicale élémentaire)"*.

Les diplomates de lancer un cri d'alarme plus de 100.000 personnes se trouvent dans un état d'inanition complète.

Selon le témoignage des religieux locaux qui ont participé au travail d'assistance aux populations, dans un seul district (il y en a 14), 500 personnes meurent de faim tous les mois.

Un texte publié en 1981 aux Etats-Unis affirme que le Département d'Etat admet l'existence de 150 *"camps contrôlés"*, avec au moins 300.000 *"résidents"* (la moitié de la population totale !).

En juillet 1979, la Croix Rouge visite 13 de ces camps. Les délégués déclarent que 60.000 personnes se trouvent dans un état alarmant, dont 20.000 mourant de faim !

Un rapport de l'Eglise indonésienne présenté en 1979, dit que l'un de ces camps, près de Maubisse, n'avait pratiquement pas d'aliments et que ses médicaments se résumaient à 300 comprimés de cloroquina et cinq mètres de pansement. Selon la même source, environ 300 personnes mouraient chaque mois à Ermera à cause des difficiles conditions de vie dans le camp.

Le Père Leoneto do Rego estime que durant les quatre premières années qui suivent l'invasion, environ 200.000 timorais sont morts (guerre et faim).

Une lettre clandestine de janvier 1981 dénonce *:"Les prisons sont pleines... des agglomérations sont de nouveau détruites et brûlées. La faim d'un côté, la maladie de l'autre déciment la population... Le peuple meurt mais ne se rend pas à l'envahisseur. Il y a cinq ans qu'il affirme sa volonté d'être un peuple libre"*.

En 1981, une nouvelle opération militaire -appelée *"Pacification"*- est lancée. 50.000 timorais sont obligés de participer aux patrouilles contre les résistants du FRETILIN. L'Evêque de Dili, Mgr Costa Lopes, écrit dans une lettre à la Caritas australienne *"La faim règne à nouveau. Les hommes, qui auraient dû préparer les terres pour les semailles, rentrent trop affaiblis pour travailler"*. Beaucoup de ceux qui sont morts durant cette opération étaient *"des enfants innocents, des femmes enceintes et des gens sans défense qui n'ont commis aucun crime si ce n'est de désirer être indépendants"*.

GENOCIDE CULTUREL

Le P. Leoneto do rego déclare devant le Tribunal Permanent des Peuples réuni en juin 1981 en session *:Entre le peuple de Timor-Oriental et le peuple de l'Indonésie,il y a des divergences sensibles : culturelles, morales et religieuses".*
Le peuple de Timor-Oriental a toujours conservé, malgré quatre siècles de domination coloniale, une langue - le tetum- comme langue commune et véhicule de communication entre les peuples des diverses régions de Timor, qui, en plus du tetum, conservent leurs dialectes d'origine.
Le gouvernement indonésien, pour consolider l'occupation de Timor-Oriental, prétend remplacer le tetum par la langue indonésienne.
Le peuple de Timor-Oriental, en plus de la langue, a sa culture et ses traditions particulières. Quant à la religion, elle est, par tradition, animiste. C'est pour cela que la religion chrétienne fut bien accueillie : elle venait parfaire le culte animiste, principalement en ce qui concerne le culte des morts.

Parmi les actions des occupants indonésiens qui choquèrent le plus la sensibilité des timorais, il faut citer la violation des tombeaux pour voler certains objets de valeur, qui, selon la coutume, accompagnent le cadavre dans sa sépulture.

En bref, l'Indonésie impose sa langue, ses coutumes et ses traditions. Pour mieux y parvenir, les indonésiens éliminent tous les timorais qui ont un niveau d'instruction supérieur au primaire ; ils obligent les professeurs timorais à se recycler à Djakarta ; ils ferment les écoles et violent systématiquement les valeurs culturelles du peuple de Timor-Oriental. Le génocide est total. Le peuple disparait avec sa culture et sa vie. L'humanité devient plus pauvre.

LE ROLE DE L'EGLISE

L'Eglise a souffert, comme toute la population. Des séminaires, des collèges et des églises ont été détruits. Mais les prêtres furent, en général, épargnés. Les excés de la répression ont toutefois poussé ces prêtres et religieuses à renforcer leur appui au peuple de Timor.

L'Eglise catholique a acquis un rôle grandissant sous l'occupation indonésienne et a beaucoup augmenté le nombre de ses membres. Ceci est dû en partie au fait qu'elle est l'une des rares institutions timoraises qui ait pu conserver son identité. Elle a aussi été active en distribuant l'aide acheminée grâce à l'Agence de Développement Catholique Indonésien.
Depuis 1975, l'Eglise est sous la juridiction directe du Vatican, bien que ces derniers mois, le gouvernement indonésien ait exercé des pressions sur la Conférence des Evêques Indonésiens pour convaincre le Vatican d'intégrer le Timor-Oriental à l'Eglise d'Indonésie.
On note aussi, ces dernières années, des efforts, de la part des Indonésiens, pour islamiser les timorais. Dans ce sens, les Indonésiens vont jusqu'à promettre des aliments à ceux qui se convertissent à l'Islam.

Mais le peuple et l'Eglise de Timor-Oriental espèrent que l'opinion publique internationale et, en particulier, les Eglises-soeurs appuieront toujours efficacement leur droit de vivre en peuple libre et indépendant.

En 1980, devant deux officiers indonésiens, l'évêque de Dili déclarait à la radio WDR d'Allemagne Fédérale *:"La guerre continue... et le FRETILIN refuse toute collaboration avec les Indonésiens... Les hommes du FRETILIN ont une formation catholique. Ils ont passé par nos séminaires. Ils luttent pour l'indépendance. Je ne vois rien d'erroné en cela".*

Ces déclarations ont été faites en présence de deux officiers indonésiens, comme il est de règle pour tous les contacts avec des étrangers.

L'action des prêtres est sujette au contrôle des envahisseurs. Malgré ces limitations, l'Eglise est l'unique organisation timoraise autorisée et les rares nouvelles qui nous arrivent de ce territoire martyrisé nous parviennent au travers des institutions ecclésiastiques. L'excès même de certains témoignages monbre bien l'importance que les timorais donnent à l'Eglise catholique dans ce processus :

> *"Seul le clergé a travaillé. travaille et travaillera pour le peuple de Timor-Oriental(...) Il y a des prêtres qui affrontent les armes meurtrières des assassins indonésiens avec courage, suppliant aux pieds des bourreaux pour sauver des vies".*

Plus encore que des paroles, des faits. Le P. Patrick Walsh, australien, affirme :

> *"Le nombre des catholiques au Timor-Oriental a augmenté subitement de 30% de la population (avant 1975) à près de50%. Quelle que soit la profondeur de la foi de ces nouveaux convertis, venus de croyances religieuses traditionnelles de Timor, leur alignement sur l'Eglise catholique locale est une preuve supplémentaire de leurs aspirations, sans parler. bien sûr, de leur recherche de sécurité et de protection!*

Lentement, le monde et les Eglises prennent conscience de ce qui se passe au Timor-Oriental. Aujourd'hui, quelques voix commencent à se faire entendre, elles réclament justice et liberté pour le peuple de Timor-Oriental opprimé pendant 400 ans par le colonialisme portugais et décimé maintenant par le régime indonésien.

Lors de la visite du Pape au Portugal (12-15 mai 1982) le Président de la République lui proposa d'intervenir en médiateur dans les problèmes de Timor.

A cette occasion également, des groupes de chrétiens portugais qui vécurent au Timor-Oriental écrivirent au Pape une lettre que nous reproduisons ici in extenso :

Saint Père,

Nous, chrétiens portugais qui, pour diverses raisons, avons vécu quelque temps auprès du peuple de Timor-Oriental, savons que Votre Sainteté est particulièrement sensible aux souffrances des hommes. Mais, s'il y a beaucoup de peuples qui souffrent, peu sans doute affrontent une tragédie aussi grande que le peuple de Timor-Oriental où la guerre et la faim ont déjà tué environ 200.000 hommes, femmes et enfants, soit un tiers de la population.

L'Indonésie, qui a envahi ce petit territoire en 1975, essaye par tous les moyens de l'assimiler. Mais le peuple résiste : il ne peut renoncer à être lui-même, malgré la décision de l'envahisseur de le réduire à n'être à peine qu'une province indonésienne supplémentaire ; malgré l'obligation d'utiliser la langue, la monnaie et la culture de l'envahisseur ; malgré l'envoi de ses professeurs en Indonésie pour *"recyclage"* lorsqu'ils ne sont pas simplement remplacés par des professeurs indonésiens !

Après le choc de l'invasion, que l'Eglise a souffert comme toute la population, elle fut dans une première phase l'objet d'un certain traitement préférentiel en tant que partie d'une organisation internationale qu'il ne convenait pas de s'aliéner. Ainsi l'Eglise fut la dernière structure sociale des timorais à jouir encore d'une certaine liberté de mouvement et de parole. C'est par elle que sont parvenues au monde la plupart des rares informations sur la situation dans le pays. L'union entre la population et l'Eglise s'est renforcée avec le développement du génocide et, dans une seconde phase, la répression augmenta contre une Eglise qui assumait la cause de son peuple.

Face à une Indonésie massivement islamisée, le catholicisme d'une bonne partie du peuple de Timor-Oriental apparaît comme un obstacle supplémentaire à l'intégration et il y a aujourd'hui des témoignages clairs sur les efforts faits par les envahisseurs pour convertir les timorais à l'Islam, allant jusqu'à promettre des aliments à ceux qui se convertissent.

Comme Portugais et comme Chrétiens, nous sommes doublement sensibles aux souffrances du peuple de Timor :

- comme portugais, parce que Timor a été longuement colonisé par notre pays qui continue à être internationalement (ONU) considéré comme responsable pour l'auto-détermination de son ancienne colonie ;

- comme Chrétiens, parce que les timorais, qui constituent proportionnellement à l'ensemble de la population une des plus denses communautés chrétiennes d'Asie, sont aussi, étant donné leurs épreuves et leurs souffrances parmi les plus pauvres et les plus petits - dans le sens de l'Evangile - ceux à qui va la préférence du Christ.

La tragédie du peuple de Timor-Oriental est passée presque inaperçue aux yeux de l'opinion publique internationale et, selon des témoignages venus de Timor, la population a été fortement déçue du manque de solidarité de la part des Eglises soeurs.

Le Père Raper, jésuite australien, membre d'un organisme ecclésiastique d'entraide, a déclaré : *Le peuple indonésien ne sait pas ce qui se passe et celui de Timor ne peut pas parler. Il faudra que quelqu'un parle haut. C'est cela que les Eglises catholiques d'Asie veulent faire*". Elles ont déjà commencé à le faire, et avec elles d'autres chrétiens, mais elles n'ont pas encore réussi à se faire entendre de la communauté internationale.

Le peuple de Timor-Oriental attend davantage de l'Eglise. Nous croyons, Saint-Père, que vous voudrez l'aider, élevant bien haut votre voix pour la défense des droits d'un peuple tant opprimé.

Nous avons confiance que vous n'accepterez ni ne permettrez l'intégration dans l'Eglise d'Indonésie de l'Eglise de Timor-Oriental, contre la volonté de son peuple et de ses pasteurs.

C'est de Timor que vient le cri par lequel nous concluons : *"La voix du peuple de Timor n'arrive pas jusqu'au monde libre. Ce peuple n'a confiance que dans l'Eglise et dans les hommes de gouvernement épris de paix et de justice et espère avec anxiété qu'ils fassent quelque chose en sa faveur"*.

Cette lettre, écrite à Lisbonne et datée du 6 mai 1982, est suivie de 13 signatures : 10 ex-missionnaires au Timor-Oriental et 3 professeurs.

Le 24 mai 1982, le ministre des Affaires Etrangères d'Indonésie arrive à Rome pour débattre le sujet de Timor avec le Vatican. Le 25, il est reçu par le Pape. Rappelons que l'Indonésie avait tenté, quelque temps auparavant, d'obtenir le rattachement du diocèse de Dili (Timor-Oriental) à la Conférence Episcopale Indonésienne. Ce qui équivaudrait à une reconnaissance de fait de l'annexation. Jusqu'ici le Vatican a défendu l'autonomie du diocèse de Dili par rapport à l'Indonésie, position qui s'appuie sur le droit du peuple timorien à l'autodétermination reconnue par l'ONU. S'il est important de faire connaître la situation de Timor-Oriental à l'opinion publique en général et aux organismes chrétiens en particulier, c'est afin d'éviter qu'un prétendu sens des réalités ne vienne consacrer en droit une situation que les Timoriens continuent à refuser sur le terrain. Pression est faite sur le Vatican par le gouvernement indonésien, il est donc bon que tous soient conscients de l'importance de l'enjeu.

Document BIM réalisé par André CHOTTIN, avec la collaboration de la Commission Française "Justice et Paix".

Reproduction autorisée - mention B I M obligatoire

IMPRIMERIE SPECIALE DES O.P.M.